



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

Rodrigo ARENAS - Député de Paris LFI - Nouveau Front populaire
Aymeric CARON - Député REV apparenté LFI - Nouveau front populaire
Sophia CHIKIROU - Députée de Paris LFI - Nouveau Front populaire
Sarah LEGRAIN - Députée de Paris LFI - Nouveau Front populaire
Danièle OBONO - Députée de Paris LFI Nouveau Front populaire

Sophie MAHIEUX
Direction régionale des finances publiques
d'Île-de-France et de Paris
94 rue Réaumur
75104 Paris Cedex 02

Paris, le 31 octobre 2024

Objet : la catastrophe annoncée du Nouveau réseau de proximité (NRP) se réalise
Copie à : Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique ; Antoine Armand, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; Anne Hidalgo, maire de Paris

Madame la Directrice,

En tant que député·es de Paris, nous avons de nouveau été interpellé·es par la CGT Finances Publiques sur les conséquences catastrophiques du Nouveau réseau de proximité de la Direction Générale des Finances Publiques pour les usager·es comme pour les agent·es.

En 2021 déjà, nous alertions les ministres Dussopt et De Montchalin sur les risques que ce dispositif faisait courir à la qualité du service rendu aux usager·es d'une part et aux conditions de travail des agent·es d'autre part. Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours de cette réforme. Elle prévoyait, rappelons-le, la fusion de 22 services entre 2023 et 2025 et la fermeture de près de la moitié des sites des finances publiques parisiens d'ici à 2027. Soit, une véritable hécatombe des services de proximité.

Malheureusement, nos craintes d'hier étaient bien fondées. La fermeture des centres et la réduction des plages d'accueil, désormais limitées aux matinées, éloigne de fait les usagers de leurs droits. Les plages de rendez-vous prévues ne sont pas suffisantes pour répondre aux demandes. Cette limitation de l'accueil impose aux usagers des délais de réponses déraisonnables à leurs questions légitimes. Cette situation impacte également les agent·es qui se trouvent en surcharge de travail et en incapacité de rendre un service satisfaisant.

Le « Nouveau réseau de proximité » s'inscrit dans une politique plus large selon laquelle la dématérialisation des services publics justifierait la fermeture d'accueils physiques rendus

inutiles. Or, comme le répète la Défenseure des droits depuis plusieurs années, un nombre important de nos concitoyen·nes, éloigné·es du numérique, doivent pouvoir accéder à un·e agent·e pour réaliser leurs démarches. Loin des idées reçues, cette réalité statistique ne déclinera pas avec les générations.

Aussi, et face à ces constats aujourd'hui largement documentés, nous souhaiterions connaître les actions que vous comptez mener pour mettre un coup d'arrêt à ces fermetures de centre de finances publiques et à cette restriction des plages d'accueil et ce afin de garantir un accès effectif et adapté aux services publics à l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer, monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations les plus sincères.

Rodrigo ARENAS



Sophia CHIKIROU



Aymeric CARON



Sarah LEGRAIN



Danièle OBONO

